

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

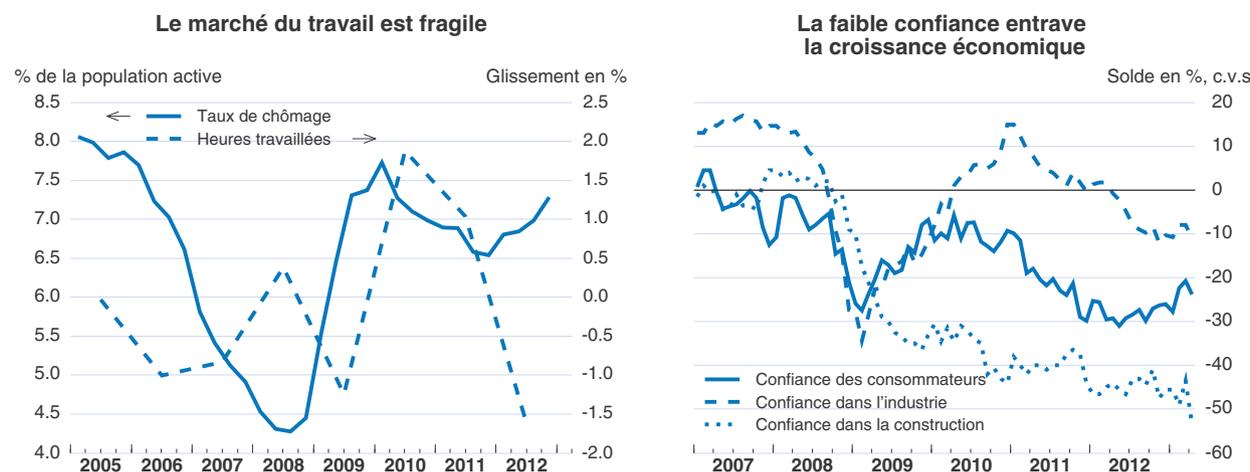
Une reprise de l'activité économique est attendue à partir de la mi-2013, les exportations se remettant lentement des effets négatifs de la crise de l'euro et l'amélioration de la confiance des entreprises et des consommateurs soutenant la demande intérieure. L'assainissement nécessaire des finances publiques pèse sur la demande intérieure. La croissance devrait être trop lente pour empêcher un nouveau creusement de l'écart de production, ce qui laisse augurer la persistance d'une inflation faible.

La stratégie du gouvernement, consistant à laisser inchangée l'orientation structurelle de la politique budgétaire et à laisser jouer les stabilisateurs automatiques, est adaptée aux circonstances actuelles. Néanmoins, une fois la reprise engagée, il faudra que l'assainissement des finances publiques reprenne pour réduire le déficit structurel. Dans le même temps, la politique monétaire devrait devenir plus accommodante. Pour que la croissance économique devienne plus inclusive, le relèvement progressif de l'âge légal de la retraite devrait être couplé à de nouvelles réformes du système de prélèvements et de prestations, afin de rehausser le taux d'activité des femmes et le taux d'emploi des travailleurs faiblement qualifiés.

L'économie a atteint un point bas

L'économie a subi tout au long de l'année 2012 une contraction qui s'est prolongée en 2013, liée essentiellement à la faiblesse de la demande intérieure et à l'assainissement des finances publiques. Cependant, les indicateurs avancés mettent en évidence une progression de l'activité, marquée par une augmentation de la production industrielle et des prêts bancaires au secteur non financier, qui traduit une montée des financements à l'exportation (en particulier vers l'extérieur de la zone euro). En revanche, la confiance des entreprises industrielles et des consommateurs reste faible, tandis qu'elle est encore plus dégradée dans le domaine de la construction, ce qui laisse entrevoir une reprise lente. La hausse limitée du chômage peut s'expliquer en partie par une rétention de main-d'œuvre, comme en témoigne la diminution sensible du nombre

République tchèque



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 93 ; et l'Office statistique de la République tchèque.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932840021>

République tchèque : **Demande, production et prix**

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	Prix courants milliards de CZK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2005)				
PIB aux prix du marché	3 761.8	2.3	1.8	-1.2	-1.0	1.3
Consommation privée	1 902.6	0.8	0.5	-2.6	-0.7	0.9
Consommation publique	809.3	0.2	-2.7	-1.2	-0.2	-1.1
Formation brute de capital fixe	927.7	0.7	0.4	-2.6	-3.6	0.9
Demande intérieure finale	3 639.6	0.7	-0.2	-2.3	-1.3	0.5
Variation des stocks ¹	- 29.8	1.1	0.1	-0.4	0.1	-0.1
Demande intérieure totale	3 609.8	1.8	-0.1	-2.6	-1.2	0.4
Exportations de biens et services	2 220.5	15.0	9.6	4.2	0.2	5.9
Importations de biens et services	2 068.4	14.9	7.0	2.5	0.1	5.1
Exportations nettes ¹	152.1	0.6	1.9	1.4	0.1	1.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-1.6	-0.9	1.4	0.9	1.4
Indice des prix à la consommation	—	1.5	1.9	3.3	1.6	1.3
Déflateur de la consommation privée	—	-0.2	0.5	2.3	1.0	1.3
Taux de chômage	—	7.3	6.7	7.0	7.3	7.5
Solde des administrations publiques ²	—	-4.8	-3.3	-4.4	-3.3	-3.0
Dette brute des administrations publiques ²	—	45.2	48.2	55.9	59.3	61.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ²	—	37.9	41.1	45.9	49.3	51.9
Balance des opérations courantes ²	—	-3.9	-2.7	-2.5	-3.0	-2.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 93.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932841902>

d'heures travaillées, ce qui laisse augurer une reprise au contenu en emplois limité.

L'assainissement des finances publiques a été suspendu

L'essoufflement de l'économie a conduit le gouvernement à renoncer à l'essentiel des mesures d'assainissement budgétaire qu'il avait initialement prévues sur la période considérée, hormis certaines dispositions concernant les recettes en 2013, qui se traduiront par un déficit budgétaire de 3.3 % du PIB. La nouvelle orientation adoptée signifie que l'objectif d'un budget équilibré en 2016 est reporté jusqu'à ce que la confiance ait été rétablie et qu'une croissance économique durable soit bien engagée. Il est normal que la politique budgétaire joue un rôle de stabilisation, mais il faudra à terme que l'assainissement des finances publiques reprenne, afin de contenir le déficit et de stabiliser la dette croissante du secteur public.

La politique monétaire devrait rester accommodante

Les hausses des prix réglementés et un nouveau relèvement d'un point de pourcentage des taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en janvier 2013 ont entraîné une augmentation du taux d'inflation globale. Toutefois, le ralentissement de l'économie laisse présager une baisse de l'inflation dans les mois qui suivent - tendance qui devrait se poursuivre tout au long de la période de prévision. L'inflation devrait donc retomber

dans la moitié inférieure de la fourchette de tolérance de la banque centrale de 1-3 %. Les taux directeurs ayant quasiment atteint le plancher de zéro, les autorités monétaires devraient envisager des formes d'assouplissement quantitatif pour stimuler davantage l'activité.

La croissance dépend du redressement du commerce mondial

L'économie devrait se redresser au second semestre de 2013, mais à un rythme lent, sous l'effet d'un raffermissement des marchés d'exportation. L'activité économique devrait s'accélérer en 2014, la hausse des exportations stimulant la confiance et l'investissement des entreprises, tandis que les dépenses de consommation bénéficieront de l'augmentation des salaires réels.

Les risques à la baisse prédominent

Les risques sont principalement d'origine extérieure. En l'absence d'un redressement de la demande mondiale, les exportations diminueront en conséquence. En cas de nouvel accès de turbulences sur les marchés de capitaux de la zone euro, la confiance pourrait se dégrader tant à l'échelle nationale qu'internationale, entraînant à la fois un recul de la demande extérieure de biens tchèques et de la demande intérieure.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2013 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2013-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2013), « République tchèque », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2013 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2013-1-15-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.